# DEBAT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2021

**DOB voté au 25/03/2021**

MARS 2021

**SYDEMPAD**

## Sommaire

Pages 3 à 4 :

Cadre juridique du DOB

Objectifs du DOB - Dispositions légales : contexte juridique ordinaire

Rapport d'orientation budgétaire

Pages 5 à 12 :

**A/ Analyses et orientations politiques générales, artistiques, développement culturel**

1 - Enseignements artistiques

2 - Saison culturelle du SYDEMPAD

3 - Enjeux et avenir du SYDEMPAD

4 - Investissements

5 - Locaux

6 - Financements supplémentaires envisagés

7 - Développement des partenariats – ouverture vers de nouveaux publics

Conclusions

Pages 13 à 18 :

**B/ Contexte général : situation économique et sociale**

1 - Situation globale

2 - Situation de la collectivité

Pages 19 à 30 :

**C/ Situation et orientations budgétaires de la collectivité**

1 - Rappel / Budget global 2018-2021 / CA 2019 / BP2020-chapitre

2 - Recettes de fonctionnement

- Participations et subventions
- Autres recettes (produits des services...)
- Tarifs

3 - Dépenses de fonctionnement

- Grands chapitres
- Dépenses de personnel
- Effectifs
- COS – action sociale aux fonctionnaires

4 - Section d'investissement

- Dettes
- Recettes d'investissement
- Dépenses d'investissement

Pages 31 à 32 :

**D/ Programmation des investissements de la collectivité**

## Cadre juridique du DOB

Le débat d'orientation budgétaire représente une étape essentielle de la procédure budgétaire des collectivités. Il participe à l'information des élus et favorise la démocratie participative des assemblées délibérantes en facilitant les discussions sur les priorités et les évolutions de la situation financière d'une collectivité préalablement au vote du budget primitif.

## Objectifs du DOB

- Discuter des orientations budgétaires de la collectivité
- Informer sur la situation financière

## Dispositions légales : contexte juridique ordinaire

Le DOB est une étape obligatoire dans le cycle budgétaire des régions, départements, communes de plus de 3 500 habitants, des EPCI et syndicats mixtes comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus *(Art. L.2312-1, L.3312-1, L.4312-1, L.5211-36 et L5622-3 du CGCT).* Il est à noter que l'année de création d'un EPCI, le DOB n'est pas obligatoire.

En cas d'absence de DOB : toute délibération relative à l'adoption du budget primitif est illégale *(CAA Marseille, 19/10/1999, « Commune de Port-la-Nouvelle »).*

Le débat d'orientation budgétaire représente une étape essentielle de la procédure budgétaire des collectivités. Il participe à l'information des élus et favorise la démocratie participative des assemblées délibérantes en facilitant les discussions sur les priorités et les évolutions de la situation financière d'une collectivité préalablement au vote du budget primitif.

Délai :
- 10 semaines précédant l'examen du budget pour les régions
- 2 mois pour les autres collectivités et établissements

Selon la jurisprudence, la tenue du DOB constitue une formalité substantielle.

Conséquence, toute délibération sur le budget qui n'a pas été précédée d'un tel débat est entachée d'illégalité *(TA Versailles 28/12/1993, commune de Fontenay-le-Fleury; TA Montpellier 11/10/1995, M. Bard c/ commune de Bédarieux; TA Lyon 07/01/1997, Devolfe; TA Paris 04/07/1997, M Kaltenbach; TA Montpellier 05/11/1997, préfet de l'Hérault c/ syndicat pour la gestion du collège de Florensac).*

Le budget primitif est voté au cours d'une séance ultérieure et distincte, le DOB ne peut intervenir ni le même jour, ni à la même séance que le vote du budget (T.A. de Versailles – 16 mars 2001 – M Lafond c/commune de Lisses).

**Pour l'année 2021, ces délais sont suspendus et le DOB peut avoir lieu lors de la séance consacrée à l'adoption du budget primitif (délibération distincte avec antériorité de celle relative au DOB).**

## Rapport d'orientation budgétaire

Avant l'examen du budget, l'exécutif des communes de plus de 3 500 habitants, des EPCI qui comprennent au moins une commune de plus de 3500 habitants, des départements, des régions et des métropoles présente à son assemblée délibérante un rapport sur :

• les orientations budgétaires : évolutions prévisionnelles de dépenses et recettes (fonctionnement et investissement), en précisant les hypothèses d'évolution retenues notamment en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarification, de subventions et les évolutions relatives aux relations financières entre une commune et l'EPCI dont elle est membre,

• les engagements pluriannuels envisagés : programmation des investissements avec une prévision des recettes et des dépenses,

• la structure et la gestion de la dette contractée, les perspectives pour le projet de budget, en précisant le profil de dette visé pour l'exercice.

De plus, pour les communes de plus de 10 000 habitants et les EPCI de plus de 10 000 habitants comprenant au moins une commune de 3 500 habitants, les départements, les régions et les métropoles, le rapport de présentation du DOB comporte également une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs.

## Délibération

Obligatoire, elle permet de prendre acte de la tenue du DOB et de prémunir les collectivités contre un éventuel contentieux engagé par un tiers devant une juridiction administrative.

## Compte-rendu de séance et publicité

Le DOB est relaté dans un compte-rendu de séance (TA Montpellier, 11/10/1995, « BARD/Commune de Bédarieux »).

Le DOB des EPCI doit être transmis obligatoirement aux communes membres et celui des communes au président de l'EPCI dont la commune est membre dans un délai de 15 jours *(décret n°2016-841 du 24/06/2016).*

Dans un délai de 15 jours suivant la tenue du DOB, il doit être mis à la disposition du public à la mairie, au département, à la région ou au siège de l'EPCI.

Le public doit être avisé de cette mise à disposition par tout moyen : site internet, publication, ... *(décret n°2016-841 du 24/06/2016).*

Afin de permettre aux citoyens de disposer d'informations financières claires et lisibles, le rapport adressé aux organes délibérants à l'occasion du débat sur les orientations budgétaires de l'exercice doit être mis en ligne sur le site internet de la collectivité, lorsqu'il existe, dans un délai d'un mois après leur adoption.

*Décret n° 2016-834 du 23 juin 2016 relatif à la mise en ligne par les collectivités territoriales et par leurs établissements publics de coopération intercommunale de documents d'informations budgétaires et financières*

*Sources ECOLOCALE et NATIXIS. Groupe BPCE*

# A/ Analyses et orientations politiques générales, artistiques et développement culturel

**2021 : une année de mobilisation pour assurer la réussite du projet d'établissement et de l'évolution des enseignements artistiques à l'échelle de notre territoire en contexte de pandémie.**

Ce rapport d'orientation budgétaire pour l'année 2021, à travers l'exigence d'attractivité et d'égalité d'accès, entend poursuivre le travail de renforcement de notre offre d'enseignement artistique et de diffusion auprès de tous les habitants du territoire. Ce document s'inscrit également en lien avec le projet d'établissement actuellement en cours d'élaboration.

L'un des axes forts de 2021 est le projet d'agrément d'un Cycle Préparatoire à l'Entrée dans les Établissements Supérieurs (CPEES). Cette perspective constitue un fait majeur en termes d'attractivité du territoire puisqu'il va grandement renforcer l'offre universitaire du pays dieppois, avec la création d'une classe s'adressant à des élèves venus de tout le pays mais également de l'international.

Cette recherche de l'excellence se conjugue avec un enseignement plus ouvert, plus accessible concrétisé par le lancement d'un nouveau cursus permettant à chacun d'accéder plus directement à la pratique artistique personnelle et collective.

À l'échelle du territoire, cette volonté d'ouverture et d'accessibilité aux enseignements artistiques est aussi appréhendée à travers le dispositif enseignement artistique à l'école (EAE) en conventionnement avec l'éducation nationale. Plus de 5 000 élèves de nos territoires sont sensibilisés aux arts en s'appuyant sur une pédagogie réflexive.

Cette action se trouve renforcée par la mise en place de multiples partenariats à destination des publics empêchés ainsi qu'éloignés : personnes en situation de handicap, isolées, sans mobilité, etc.

L'action culturelle forte et créative du SYDEMPAD conduite sur tout le territoire permet aux habitants, aux élèves, aux enseignants et intervenants de se retrouver et de partager ensemble de grands moments de vie culturelle et sociale.

La crise sanitaire que nous vivons depuis mars 2020 a bien évidemment impacté ces actions artistiques de grande ampleur. Elle s'est notamment traduite par une baisse relative du nombre d'élèves. Il nous faut ici souligner l'engagement total de nos enseignants au cours de cette période difficile. C'est ainsi qu'à l'exception de quelques disciplines (pratiques collectives, chant choral...) il n'y a pas eu de rupture de l'enseignement dispensé à distance en période de confinement strict et en présentiel dès que les dispositions sanitaires le permettaient.

À titre d'exemple, l'enseignement a repris progressivement dès le 4 juin 2020 alors que bon nombre d'établissements d'enseignement artistique ne reprenaient qu'en septembre.

Dans le même esprit, les personnels techniques et administratifs ont assuré leur fonction en l'adaptant aux conditions sanitaires. C'est en grande partie grâce à la mobilisation de nos personnels que la diminution du nombre d'élèves a été limitée à moins de 7 %, chiffre relativement maîtrisé au regard de bon nombre de conservatoires (voir plus bas). Cette baisse n'est cependant pas sans effet sur le montant

des contributions appelées puisque celui-ci repose sur un coût élève qui augmente mécaniquement lorsque le nombre de ces derniers diminue.

Si la situation budgétaire 2021 que l'on peut qualifier de difficile nous contraint, sous réserve de derniers ajustements à intervenir, à solliciter une intervention en hausse de 4.2 % pour le montant total, il convient tout de suite de rappeler que cette évolution correspond pour l'essentiel à la diminution du nombre de nos élèves. En effet nos charges de personnel qui représentent 83.56 % de nos dépenses de fonctionnement ne progresseront que d'environ de 2 % par rapport au BP 2019 soit de 1 %/an (cf. p28/33).

Par ailleurs le chapitre 16 des dépenses d'investissement (emprunts) reste à 0 ainsi que les articles 6531 et 6533 (indemnités et cotisations des élus).

Sur ces bases qui restent saines, il est impératif de mobiliser toutes les énergies pour aller dans les quatre années qui viennent vers un renforcement de l'accueil des publics potentiels sur l'ensemble de notre territoire.

Afin d'assurer une conduite raisonnable des objectifs présenté dans ce ROB 2021, trois décisions devront être prises :

- Mise en place d'un plan pluriannuel de gestion (2022-23-24) arrêté à l'automne ;
- Recherche systématique et approfondie de financements extérieurs à nos communautés contributives ;
- Application des orientations issues des conclusions de l'étude en cours relative à l'organisation des enseignements artistiques sur notre territoire.

Cette volonté de sortir de manière positive de la crise sanitaire et de ses conséquences qui affecte nos structures doit permettre de mobiliser l'ensemble des acteurs (partenaires, personnels, élèves) autour des axes développés ci-dessous.

## A-1– Enseignements artistiques

### A-1-1 - L'enseignement spécialisé dispensé par le Conservatoire

Ces orientations budgétaires visent au renforcement de certains enseignements pour la rentrée de septembre 2021 :

- Danse : 1/2 poste d'Assistant (cadre B)
- Formation Musicale : 1/2 poste d'Assistant (cadre B)
- Musiques Anciennes : 1 poste de Professeur (cadre A). Poste dépendant de l'agrément du ministère ainsi que de son financement par la Région dans le cadre de la mise en place du CPEES.

Ceci résulte de trois nécessités :

- Le développement du cursus de danse afin de répondre au cadre pédagogique posé par le Ministère de la Culture (Schéma National d'Orientation Pédagogique) et qui constitue un critère essentiel dans la labellisation du CRD (nouvelle appellation pour le « classement » du conservatoire).

- L'augmentation du volume horaire par la création d'un 1/2 poste d'Assistant de formation musicale vise à répondre aux besoins liés à la mise en place du Nouveau Cursus depuis la rentrée 2020 et à son extension à l'ensemble du 1er cycle à la rentrée 2021.
- Le projet d'agrément du CPEES (voir plus haut).

Cette augmentation du volume horaire se fait dans un contexte de baisse très relative du nombre d'élèves inscrits : 917 au lieu de 978, soit une baisse de 6,2 % (909 en 2019). Cette baisse s'inscrit dans le contexte de la crise COVID où l'ensemble des structures d'enseignement non-scolaires ont été lourdement impactées : CRR de Besançon baisse d'effectifs de 20 %, CRD de Laval baisse de 10 à 15 %, CRR de Limoges baisses de 10 à 40 % selon les filières.

Ce constat au niveau du CRD nous semble être le fruit :

- D'une reprise d'une partie des cours en présentiel dès le mois de juin et du maintien jusqu'à ce jour de toutes les activités permises dans le cadre de la loi et avec un protocole sanitaire strict ;
- Du maintien d'une saison artistique riche via des concerts diffusés en ligne, impliquant autant les professeurs que les élèves ainsi que des artistes invités ;
- De la mise en place du nouveau cursus en septembre 2020 proposant une pédagogie à la transversalité renforcée et à l'organisation de l'ensemble de l'offre de formation sur une seule et même plage horaire.

Dans cette perspective, le coût élève passerait à environ **3 725.37 € en 2021**, un chiffre à mettre en perspective, en comparaison avec d'autres établissements comme le CRR de Rouen (4 130 €) ou le CRD de Blois (5 142 €).

### A-1-2 - Les Enseignements Artistiques à l'École (EAE)

Pour rappel, le dispositif "Musique à l'École" étant échu depuis septembre 2019, une convention triennale a été conclue avec l'Education Nationale, proposant ainsi de nouveaux objectifs, intégrant un volet encore plus artistique dans les interventions : tournée de concerts en CP réalisée par l'équipe des artistes-musiciens intervenants et participation des élèves dans un projet artistique tout en maintenant les interventions hebdomadaires dispensées pour l'ensemble des écoles élémentaires du territoire du SYDEMPAD.

Il est à noter qu'en parallèle, le territoire d'interventions s'était élargi à cette époque avec l'intégration des écoles de Saint-Nicolas-d'Aliermont et du SIVOS de Douvrend. Cependant, ce dernier cité n'a pas souhaité poursuivre ce partenariat pour l'année scolaire 2020/2021. Le nombre d'heures dispensées est donc inférieur à celui de 2020 (-2h00).

Ce projet concerne plus de 5 100 élèves en musique et 50 en théâtre.

Le coût d'intervention annuelle par classe est de 1892.15 € en 2021 pour 1882,25 € en 2020.

Le budget alloué à l'action culturelle est proposé à la hausse pour cette année 2021.

En effet, un projet artistique d'envergure nommé "TOUMBACK", axé autour des percussions corporelles est proposé pour l'année scolaire 2020/2021 et 2021/2022. Celui-ci intègre une mise en résidence du directeur de la compagnie durant la période du projet permettant ainsi de réaliser un volet formation pour les enseignants (artistes-intervenants SYDEMPAD et enseignants de l'Education Nationale) et les

enfants des classes concernées, intervention de l'artiste dans les écoles et restitutions publiques dans des salles de spectacle et dans un lieu extérieur, aboutissant à un spectacle participatif programmé sur chacun des trois territoires financeurs.

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|---|---|---|---|---|
| Dieppe Maritime | 693 | 706 | 720 | 674 |
| **Ex Monts et Vallee** | **88** | **86** | | |
| **Ex Petit Caux** | | | | |
| Total Falaises-du-Talou | 88 | 85 | 75 | 67 |
| **Ex Varenne et Scie** | **64** | **69** | | |
| **Ex Auffay** | | | | |
| Total Terroir de Caux | 64 | 69 | 83 | 82 |
| Autres communes Terroir-de-Caux | | | 22 | 38 |
| Habitants SYDEMPAD chorales orchestres | | | 46 | 30 |
| Total SYDEMPAD | 845 | 860 | 946 | 823 |
| **Hors SYDEMPAD** | **107** | **48** | **32** | **94** |
| TOTAL élèves | 952 | 909 | 978 | 917 |

## A-2- Saison culturelle du SYDEMPAD

L'année 2021 sera marquée par :

- L'année Saint-Saëns pour le Conservatoire Camille Saint-Saëns avec une programmation d'envergure sur le territoire de janvier à décembre 2021, en partenariat avec les services culturels de la Ville de Dieppe, l'Agglomération Dieppe-Maritime, l'Académie Bach et des artistes extérieurs invités dans le cadre de cette année commémorative ; une programmation mettant à l'honneur élèves et professeurs autour de 20 projets ;
- Le projet de percussions corporelles, travaillé par le dispositif des Enseignements Artistiques à l'École sur deux ans, TOUMBACK. La seconde année (2021-2022) fera le lien avec les élèves et professeurs du Conservatoire ;
- La mise en lumières du département musiques anciennes entre juillet et décembre 2021 accompagnant la mise en place du label CPEES : nouvelle académie de musiques anciennes tout début juillet 2021, concerts d'inauguration du label CPEES en septembre 2021 (Journées Européennes du Patrimoine 2021) et temps fort des Folies Anciennes en décembre 2021 (10 jours de programmation sur le territoire) ;
- La mise en œuvre technique de concerts en direct sur internet en raison de la crise sanitaire, qui permet de toucher un très large public via la page facebook du Conservatoire (exemple pour le concert du 13 février "NMB symphonique" avec plus de 4000 personnes touchées, 62 partages, 230 commentaires et 182 likes).

D'autres projets importants marqueront la saison artistique du Conservatoire :

- Un travail de création de Laurent Dehors pour l'Orchestre d'Harmonie niveau 2 - mai 2021 ;
- Un travail de création d'Arnaud Marzorati pour les Classes à Horaires Aménagés Voix dans le cadre de la convention cadre avec l'Académie Bach - mai 2021 ;

- Deux travaux de découverte de la musique du Moyen-Orient, l'un avec un ensemble de grands élèves et de musiciens amateurs extérieurs avec l'intervention de l'ensemble professionnel Koyde Sabah (mai - juin 21), l'autre avec l'orchestre symphonique (juin 21) ;
- Un spectacle du département danse à DSN - juin 21 ;
- Deux temps forts collaboratifs avec la Maison Jacques Prévert mettant à l'honneur la danse (mai 2021) puis le théâtre (juin 21).

Cette saison sera plus ambitieuse (120 000 € en 2021 vs 70 000 € en 2020) sachant que l'essentiel de cette augmentation est absorbé par l'octroi de deux subventions pour un montant total de 32 500 €. Ce budget renforcé permettra au SYDEMPAD de prendre part à l'année Saint-Saëns tout en maintenant d'autres projets d'envergure pour les esthétiques non concernées par le centenaire Saint-Saëns. Elle permettra par ailleurs d'assurer un aboutissement scénique aux projets grâce à la diffusion internet tant que la crise sanitaire perdurera et que nous ne pourrons pas accueillir de public dans les salles de spectacle.

Il est à noter que sur le budget alloué à cette saison culturelle, une subvention de 31 500 € sera donc versée par l'Agglomération Dieppe-Maritime pour deux actions phares du centenaire Saint-Saëns : les deux concerts "Carnajazz" en mai 2021 et les deux concerts de la 3ème symphonie avec orgue en décembre 2021. Par ailleurs, l'ODIAN versera également une subvention de 1000 € pour l'accueil de la création contemporaine "Densité du geste" de l'Ensemble Fabrique Nomade en novembre 2021.

### A-3 – Enjeux et avenir du SYDEMPAD

Le Comité syndical a clairement affiché sa volonté de travailler à l'harmonisation de l'enseignement musical et artistique sur l'ensemble du territoire du Pays Dieppois. Pour ce faire, le syndicat a lancé une étude financée par le dispositif LEADER.

Après avoir été retardée par la crise sanitaire, le cabinet chargé de l'étude a remis aux élus la restitution de la phase 1 permettant de dresser un diagnostic de l'état des lieux de l'enseignement artistique sur le territoire du Pays dieppois.

Fort de ce support, l'ensemble des élus et partenaires peuvent entrer de plain-pied en 2021 dans la phase 2 de l'étude, permettant ainsi de dresser un véritable plan pour les enseignements artistiques sur l'ensemble du territoire et servir ainsi encore davantage les intérêts de l'ensemble des administrés.

La « Phase 2 » consiste à définir les scénarios d'évolution et évaluer les impacts des évolutions éventuelles.

Les enjeux peuvent être ainsi listés :

- Développement de l'offre de services à l'usager,
- Développement de l'offre d'enseignement via la mise en commun et le partage de moyens et de compétences,

Harmonisation des contributions et recherche d'une meilleure cohérence des tarifs pour l'usager à l'échelle du territoire.

## A-4 – Investissements

L'achat de matériel de lumière et de vidéo pour l'auditorium entend accompagner une montée en puissance de la salle de spectacle du SYDEMPAD, marquée par une saison de spectacle en lignes, une programmation pédagogique et professionnelle dense et l'accueil d'artistes et de formations extérieurs.

Cet investissement pensé sur 3 ans (25 000€ / an) vise à sécuriser la mise en place des plans de feux par la mise en place de points lumineux motorisés, compléter le matériel de captation et diffusion live de concerts ainsi que du matériel de sonorisation.

La politique annuelle d'investissement se poursuit afin de renouveler de manière progressive et raisonnée le parc instrumental du Conservatoire et créer par la même occasion un fond de roulement d'investissement. Elle inclue également un investissement informatique permettant, entre autres, de mettre à disposition des professeurs peu ou pas équipés, deux ordinateurs portables afin de leur permettre d'assurer les cours en visio dans de meilleures conditions.

Il est à noter que le SYDEMPAD se voit attribuer pour 2021 une subvention de 3 000 € de la Société des Auteurs et Éditeurs de Musique (SEAM) pour l'acquisition de partitions.

Il est également à noter que depuis 2016, la Région ne finance plus l'achat d'instruments (à hauteur de 40% du coûts d'achat HT). Des perspectives s'ouvrant sur le financement des salles de spectacles et sur les investissements Musiques Actuelles, de nouveaux leviers pourraient potentiellement être actionnés en 2021.

## A-5 – Locaux

Le Conservatoire ne bénéficie pas d'espaces suffisants et adaptés pour accueillir l'ensemble des cours qu'ils dispensent notamment en danse et théâtre, ce qui ne favorise pas le développement de certaines disciplines (exemple de la danse), peut contribuer à ternir l'image de la structure (cours délocalisés dans des locaux inadaptés, difficultés de reports de cours...) et fragiliser le dossier de labellisation (classement) du Conservatoire auprès du Ministère de la Culture. Des démarches sont à poursuivre auprès des nouvelles équipes élues afin de poursuivre les pistes d'acquisitions envisagées, en particulier au sujet du bâtiment Marius Cordier.

Aussi, en parallèle de la recherche de nouveaux locaux, il paraît indispensable de continuer les travaux de rénovation du Conservatoire entamés depuis 2016. A des fins économiques et sociales, il a été fait le choix de faire réaliser l'ensemble de ces rénovations par notre agent de maintenance. Enfin, une rénovation du système électrique de contrôle du chauffage est en cours de coordination avec L'Agglo Dieppe Maritime.

## A-6 – Financements supplémentaires envisagés

La direction en place a développé pour cette année de nombreux partenariats valorisables dans le dossier de demande de subvention afin de pouvoir lever des fonds supplémentaires.

La DRAC a été sollicitée pour une subvention exceptionnelle pour un partenariat avec l'Archipel et le Foyer Duquesne à hauteur de 8 000€ (programme "La culture s'anime en Normandie"). Le SYDEMPAD est porteur du projet.

L'ODIAN a été sollicitée à hauteur de 25 000 € (programme "Infusion Effusion") dans le cadre d'un partenariat avec la compagnie Fabrique Nomade qui est porteuse du projet. Par ailleurs, une subvention de l'ODIAN de 2020 (aide à la diffusion de 1 000 €) est reportée sur 2021 du fait du report du projet artistique concerné (diffusion et action culturelle autour de la création de l'ensemble Fabrique Nomade "Densité du geste", reportée de novembre 2020 à novembre 2021).

L'Agglomération Dieppe-Maritime a été sollicitée à hauteur de 31 500 € dans le cadre de la saison artistique dédiée au centenaire Saint-Saëns (Carnajazz et 3ème symphonie avec orgue).

## A-7 - Développement des partenariats – ouverture vers de nouveaux publics

Les nouveaux projets de partenariats de 2021 :

**Partenariat avec l'Archipel et le Foyer Duquesne :**

Mise en place d'un projet sur les arts numériques et la musique électronique avec deux compagnies artistiques partenaires à destination du public de deux centres sociaux. Demande d'une subvention DRAC de 8000 € en attente de retour (fin mars). Convention rédigée en fonction des retours de financement.

**Partenariat avec la compagnie Fabrique Nomade :**

Mise en place d'un projet de création musicale multi-facettes. (1) Composition d'un concerto pour violon, orchestre de cordes d'élèves et électronique. (2) Travail pédagogique autour de l'improvisation libre, les partitions graphiques et l'univers de la création contemporaine.

**Partenariat avec l'institut La Margotière de l'APEI :**

Mise en place d'une collaboration dans le cadre d'ateliers de musicothérapie à La Margotière. L'atelier prise de son du CRD va mixer et valoriser des enregistrements de sessions musicales puis organiser une rencontre avec le personnel et certains résidents de la Margotière.

**Partenariat avec la MJP :**

Poursuite du partenariat avec la Maison Jacques Prévert à la fois dans le cadre d'accueil de représentations et de rencontres dans leur salle de spectacle (Temps Forts danse et théâtre) et dans la mobilisation du dispositif multimédia Micro-Folie par l'organisation de conférences, ateliers et playlist librement consultables.

Sans oublier les partenariats avec Dieppe Scène Nationale, l'Académie Bach, le musée de Dieppe, le CEFEDEM, la classe expérimentale GPS Dys, le réseau des bibliothèques de Dieppe et le réseau des bibliothèques de Falaises du Talou.

## Conclusions

L'année 2021 doit voir le SYDEMPAD affirmer sa volonté de tenir toute sa place dans le Nord du département en matière d'enseignement et de pratique culturelle et artistique. Un simple coup d'œil sur la carte de présentation du CPEES suffit pour mesurer l'enjeu : bien qu'en étant excentré des métropoles de l'axe Seine disposant d'importantes structures en CRD et CRR, nous avons la chance de disposer d'un Conservatoire, d'un dispositif enseignements artistiques à l'école et d'une action culturelle exceptionnels.

Nous sommes à la fois en capacité de répondre aux besoins de nos populations et de renforcer par une notoriété accrue l'attractivité de notre territoire. Alors que la sortie de la crise sanitaire n'est pas encore assurée, il nous faut d'ores et déjà nous préparer à sortir de l'incertitude dans laquelle nous nous trouvons et à finaliser le projet d'établissement et à préparer l'avenir des enseignements artistiques et de l'action culturelle sur notre territoire.

# B - Contexte général : situation économique et sociale

## B-1 - Situation globale

### L'économie mondiale face à la pandémie mondiale du Covid-19

À la suite de l'apparition fin 2019 du coronavirus SARS-CoV-2, le reste du monde a assisté incrédule le 23 janvier 2020 aux premiers confinements de métropoles chinoises avant d'être touché à son tour par la pandémie de la COVID-19 début 2020. Depuis, l'économie mondiale évolue cahincaha, au rythme de la pandémie et des mesures de restrictions imposées pour y faire face.

### Zone euro : crise sanitaire inédite et activité en dents de scie

### Zone euro : soutien massif des institutions européennes

Au-delà des plans d'urgence nationaux, le soutien massif des institutions supranationales devrait atténuer les effets de la 2ème vague de la pandémie en zone euro et contribuer à relancer l'économie une fois celle-ci maîtrisée.

Au cours de l'été, les États membres de l'UE se sont mis d'accord sur un important plan de relance de 750 milliards € en prêts et subventions, en plus du programme SURE (100 Mds €) destiné à soutenir les programmes de chômage de courte durée. Sur le plan sanitaire, la commission a également annoncé fin octobre le financement de transferts transfrontaliers de patients (220 millions €) là où cela est nécessaire.

Dans ce contexte d'incertitudes accrues, la croissance du PIB en zone euro devrait chuter à environ – 8 % en 2020 avant de rebondir à 6 % en 2021.

## SYNTHESE DES PROJECTIONS FRANCE

| En % | 2019 | 2020 | 2021 |
|---|---|---|---|
| Croissance du PIB réel | 1,5 | - 8,7 | 7,4 |
| Indice des prix à la consommation harmonisé | 1,3 | 0,5 | 0,6 |
| Taux de chômage (BIT, France entière, en % de la population active au T4 de l'année) | 8,4 | 9,1 | 11,1 |

*Source : Insee en 2019 puis projections Banque de France (Projections macroéconomiques - Septembre 2020).*

La crise sanitaire conduit à un « impact sans précèdent en temps de paix » (-18.9% sur un an au 2ième trimestre). Après les contraintes du premier confinement, la consommation a rebondi (Les achats de biens des ménages ont retrouvé en juin le niveau de février). L'année 2020 devrait enregistrer un net repli de l'investissement des entreprises.

Ces premiers constats établis avant le « reconfinement » conduisaient à un net recul du PIB de l'ordre de 9%. Le niveau d'activité d'avant la crise était envisagé fin 2021-début 2022. Nous verrons ci-dessous les hypothèses retenues pour l'examen du projet de loi de finances 2021.

## LE DEFICIT DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

*© La Banque Postale Collectivités Locales*

*Sources : Insee (Comptes nationaux Base 2014) puis LFI 2020 et Rapport de la Commission des finances de l'Assemblée nationale dans le cadre du PLFR n°3 (juillet 2020).*

## LA DETTE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

*© La Banque Postale Collectivités Locales*

*Sources : Insee (Comptes nationaux Base 2014) puis LFI 2020 et Rapport de la Commission des finances de l'Assemblée nationale dans le cadre du PLFR n°3 (juillet 2020).*

Les collectivités locales ont pu absorber ces dernières années différentes réformes de leurs modes de financement (baisse des dotations, suppression progressive de la TH, dispositif de contractualisation), toutefois la crise sanitaire remet en cause cela.
La crise sanitaire est disparate sur les différents secteurs de l'économie donc sur les territoires, l'année 2020 devrait être une année de fragilisation. A noter toutefois une forte hausse des subventions qui démontre la volonté de soutien des collectivités locales à leurs territoires (populations, entreprises, associations).
*Source : note de conjoncture septembre 2020 – La Banque Postale*

## Calendrier budgétaire de l'Etat

Le 4ème projet de loi de finances rectificative pour 2020 a été présenté le 4/11/2020 en conseil des ministres.

## Deux objectifs majeurs

1. Accompagner la fin de gestion budgétaire de l'exercice en cours.
2. Assurer la mise en œuvre de la réponse d'urgence face à la crise sanitaire de la covid-19

## Un cadrage macroéconomique des finances publiques revu au regard du contexte sanitaire

Le déficit public est revu à - 11,3 % du PIB. En-deçà du niveau anticipé pour 2020 dans le projet de loi de finances pour 2021.
La prévision de croissance pour 2020 est abaissée à – 11 % du PIB pour 2020.
Le ratio de dépenses publiques s'établirait à 64,3 %, hors crédits d'impôt.
Le ratio de dette publique au sens de Maastricht atteindrait 119,8 % du PIB, sous le double effet de la dégradation du déficit du fait des mesures nouvelles liée à la deuxième vague épidémique, et à celle du PIB.
*Source : https://www.budget.gouv.fr/calendrier-budgetaire*

**Evolution du concours financier de l'Etat aux collectivités**

Le concours financier de l'Etat aux communes était de 48.213 Milliards d'€ en 2018, 48.769 Milliards d'€ en 2019.
La trajectoire des finances publiques s'inscrit dans le projet de loi de finances à travers « un budget de relance ».
• La concrétisation de la baisse de 10 milliards d'euros des impôts de production à compter de 2021 (20 milliards d'euros sur deux ans);
• La confirmation des engagements déjà pris par le Gouvernement en matière de baisse des impôts des Français, avec la suppression progressive de la taxe d'habitation sur les résidences principales engagée en 2018, et la baisse du taux de l'impôt sur les sociétés ;
• L'ouverture de 36,4 milliards d'euros pour les trois grandes priorités du plan de relance : l'écologie, la cohésion et la compétitivité ;
• La poursuite d'une logique partenariale et soutien aux recettes des collectivités territoriales.

L'Etat souhaite **poursuivre le déploiement des programmes** (Action cœur de ville, territoires d'industrie, agenda rural, cités éducatives dans les quartiers prioritaires, petites villes de demain).
Concernant les cités éducatives, 100 M€ ont été prévus de 2020 à 2022.
Le budget 2021 prévoit 17 M€ supplémentaires.
10 M€ seront affectés pour le financement d'adulte relais (médiation sociale et formation professionnel).
Le financement des projets de renouvellement urbain (NPNRU) est doublé et passe à 10 Md€.
En comparaison avec le graphique ci-dessus, les concours financiers sont prévus à 50.3 Md€ (49.1 Md€ en 2020). La dotation globale de fonctionnement devrait être stable en 2021 vs 2020.

### Principales mesures relatives aux collectivités locales

Ce document PLF 2021 expose les principales mesures qui se rapportent au projet de loi de finances (PLF) pour 2021 tel qu'il a été présenté en Conseil des ministres le 28 septembre 2020, complété des premiers amendements adoptés par l'Assemblée nationale.
En janvier 2021 à l'issue du vote des textes définitifs, il fera l'objet d'une actualisation, avec l'aperçu de l'environnement macro-économique.
Les entités publiques locales sont fortement touchées dans leurs finances par la crise. L'impact pourrait être de 20 milliards € sur trois ans, à comparer à des dépenses de fonctionnement proches de 700 milliards € dans le même temps.
Au-delà du délicat exercice de limiter l'impact financier de la crise pour les collectivités, le PLF 2021 met en exergue le rôle spécifique du secteur public territorial qui est le grand acteur de l'investissement public. Il en représente 55 %. L'enjeu est de favoriser la reprise économique par l'investissement, et surtout de construire le monde de demain autour des grands thèmes de transition énergétique et écologique, des nouvelles mobilités, de la santé et du sport et plus généralement de l'investissement au service des acteurs économiques locaux, de l'équilibre et de l'attractivité des territoires.

Articles 22 et 58

### Des transferts financiers de l'Etat aux collectivités en baisse dans le PLF 2021 : fin des dégrèvements de taxe d'habitation (TH)

### Concours financiers de l'Etat (51,9 Mds €)

Ils totalisent tous les prélèvements sur recettes (PSR) de l'Etat au profit des collectivités locales ainsi que les crédits du budget général relevant de la mission relations avec les collectivités territoriales (RCT).
La mission RCT se compose à environ 90 % de quatre dotations : la dotation générale de décentralisation (DGD) qui compense les charges résultant de transferts de compétences, la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR), la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) et la dotation globale d'équipement (DGE) des départements.

**Prélèvements opérés sur les recettes (PSR) de l'Etat au profit des collectivités territoriales : un niveau de DGF stabilisé avec un montant de 26,756 milliards €.**

**Des dotations de soutien à l'investissement local stabilisées depuis 2019**

Les dotations d'investissement allouées aux communes et EPCI s'élèvent à 1,8 milliard € dans le PLF 2021, montants inchangés par rapport à 2020 :

- Dotation politique de la ville (DPV) : 150 millions €
- Dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) : 1 046 millions €
- Dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) : 570 millions €

La dotation globale d'équipement (DGE) des départements est quant à elle renouvelée au même niveau que l'année passée : 212 millions €.

**Application progressive de la date d'entrée en vigueur de l'automatisation du FCTVA**

Cette automatisation sera possible grâce à l'application dédiée nommée ALICE (automatisation de la liquidation des concours de l'Etat).
L'éligibilité de la dépense au FCTVA ne sera plus fonction de sa nature juridique mais de son imputation comptable.
Certaines dépenses (travaux de lutte contre les avalanches, de défense contre la mer, investissements sur le domaine public fluvial, ...) sont exclues de ce traitement automatisé. Un décret précisera l'assiette des dépenses entrant dans le champ de l'automatisation.
La mise en œuvre se fera progressivement sur 3 ans pour les dépenses éligibles réalisées à partir du 1er janvier 2021 : en 2021, pour les collectivités percevant le FCTVA l'année même de la dépense ; en 2022 ou en 2023 respectivement pour les perceptions en N+1 ou N+2.
En 2021, un bilan sera réalisé pour s'assurer de la neutralité budgétaire de cette réforme. Dans le cas contraire, il serait alors nécessaire de mettre en place des mesures correctrices (par exemple réduire l'assiette des imputations comptables éligibles).
Par ailleurs, cet article élargit les dépenses de fonctionnement éligibles au FCTVA à la fourniture de prestations de solutions relevant de l'informatique en nuage à compter du 1er janvier 2021.

Article 58

**Hausse de la péréquation verticale**

Elle représente 220 millions € en 2021.

## B-2 - Situation de la collectivité

Le Sydempad est un syndicat mixte, créé en 1988, il emploie environ 90 agents.
Son organisation est structurée autour de 4 directions :
Conservatoire à rayonnement départemental, Développement culturel sur le territoire, Administration, Communication et action culturelle.
Le Sydempad a pour but de faire du Conservatoire un ambitieux pôle artistique dans la région dieppoise et d'en faire un centre de formation incontournable.
Le Sydempad regroupe 3 collectivités territoriales adhérentes :

- La Communauté d'Agglomération Dieppe-Maritime,
  (Population 2019 : 48 899 habitants – source DGFIP)
- La Communauté de communes Falaises du Talou
  (Population 2019 : 24 132 habitants – source DGFIP)
- et la Communauté de communes Terroir de Caux
  (Population 2019 : 38 740 habitants – source DGFIP)

# C/ Situation et orientations budgétaires de la collectivité

## C-1-1- Rappel sur la présentation du budget

Préparé par l'exécutif local et approuvé par l'assemblée délibérante de la Collectivité, le budget est l'acte qui prévoit et autorise les recettes et les dépenses pour une année donnée. Acte prévisionnel, il peut être modifié ou complété en cours d'exécution par l'assemblée délibérante (Budget Supplémentaire (BS), Décisions Modificatives (DM)).

D'un point de vue comptable, le budget se présente en deux parties, une section de fonctionnement et une section d'investissement. Chacune de ces sections doit être présentée en équilibre.

Schématiquement, la section de fonctionnement retrace toutes les opérations de dépenses et de recettes nécessaires à la gestion courante et régulière de la commune, c'est à-dire qui reviennent chaque année.

## C-1-2-Généralités

### Budgets globaux sur les trois derniers exercices et projet 2021

| | Fonctionnement | Investissement | TOTAL |
|---|---|---|---|
| **2018** | 3 583 257 € | 169 032 € | **3 752 289 €** |
| **2019** | 3 790 384 € | 149 377 € | **3 939 761 €** |
| **2020** | 3 762 903 € | 145 001 € | **3 907 904 €** |
| **Projet BP 2021** | 3 901 622 € | 172 938 € | **4 074 560 €** |

### Comptes Administratifs sur les trois derniers exercices – résultats cumulés

| | 2018 | 2019 | Projet CA 2020 |
|---|---|---|---|
| **Fonctionnement Dépenses** | 3 436 422,90 | 3 702 507,53 | **3 561 046,23** |
| **Fonctionnement Recettes** | 3 655 184,30 | 3 909 326,22 | **3 820 309,97** |
| **Soldes** | 218 761,40 | 206 818,69 | 259 263,74 |
| **Investissement Dépenses** | 149 020,05 | 133 750,13 | **140 664,03** |
| **Investissement Recettes** | 94 660,14 | 85 228,22 | **153 907,13** |
| **Soldes** | -54 359,91 | -48 521,91 | 13 243,10 |

Le vote du compte administratif 2019 a permis de constater :

***Excédent brut de fonctionnement :***

*Produits de fonctionnement courants (compte 70 à 75) - Charges de fonctionnement courantes (comptes 60 à 65)*
*3 717 181,61 – 3 636 444,68 = **80 736,93 euros***

***Capacité d'autofinancement nette – CAF :***

*Capacité d'autofinancement brute – remboursement en capital*
***80 736,93 – 0.00 = 80 736,93 euros***

***Financement disponible pour investissements :***

*CAF nette + autres recettes d'investissement (dotations, subventions, FCTVA hors emprunt nouveaux)*
***80 736,93 + 19 165.37 = 99 902,30 euros***

## Rappel du budget primitif (BP) 2020 par chapitre

| Fonctionnement – **3762 903.57 euros – BP2020+RAR2019** | | | |
|---|---|---|---|
| **DEPENSES** | | **RECETTES** | |
| 011 - Charges à caractère général | 339 962,30 | 013 - Atténuation de charges | 25 070.86 |
| 012 - Charges de personnel | 3 258 097.88 | 70 - Produits des services et du domaine | 132 466.73 |
| 65 - Autres charges de gestion courante | 47 504.78 | Impôts et taxes | 0.00 |
| 66 - Charges financières | 500.00 | 74 - Dotations et participations | 3 512 302.38 |
| 67 - Charges exceptionnelles | 500.00 | 75 - Autres produits de gestion courante | 0.00 |
| 022 - Dépenses imprévues | 00.00 | Produits financiers | 0.00 |
| 023 – virement section investissement | 34 500.00 | 76 – Produits financiers | 0.00 |
| 042 – op. Transfert entre sections | 81 838.61 | 77 - Produits exceptionnels | 0.00 |
| 043 – ope. Ordre intérieur section fonct. | 0.00 | 042 – ope. Transfert entre sections | 2 322.36 |

| Investissement – **145 001.45 euros – BP2020+RAR2019** | | | |
|---|---|---|---|
| **DEPENSES** | | **RECETTES** | |
| 20 - Immobilisations corporelles | 3 129.83 | 040 – Opération d'ordre | 81 338.61 |
| 21 - Immobilisations incorporelles | 91 027.35 | 13 - Subventions d'investissement | 10 000 |
| 23 - Immobilisations en cours | 0.00 | 16 - Recours à l'emprunt | 0.00 |
| 16 - Remboursement capital de la dette | 0.00 | 10 – Dotation et fonds divers et réserves | 19 162.84 |
| 13 - Subvention d'investissement | 0.00 | 1068 – Excédents fond capitalisée - DM | 48 521.91 |
| | | 021 – virement section de fonctionnement | 34 500.00 |
| | | | |
| 040 – ope. Transfert entre sections | 2322.36 | 040 – ope. Ordre transfert entre sections | 81 338.61 |
| 020 - Dépenses imprévues | | 041 – opérations patrimoniales | 0.00 |

## C-2- Recettes de fonctionnement

### C-2-1- Participations des collectivités

**Pour 2021, il est prévu une hausse de 3.25% / BP2020 pour le total des participations**

| SYDEMPAD - DOB 2021 | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Récapitualtif des contributions proposition au 23/02/2021 | | | | | | | | |
| | frais de siège | enseignements ordinaires | EAE MUSIQUE | EXT EAE MUSIQUE | OAE | EAE Théâtre | Academy | Total |
| Dieppe-Maritime | 1 982 436,22 € | 706 091,19 € | 157 521,08 € | 31 924,60 € | | | | 2 877 973,09 € |
| Falaises du Talou | | 70 190,07 € | 114 474,78 € | | | | | 184 664,85 € |
| Terroir de Caux | | 85 904,27 € | 103 121,91 € | | | | | 189 026,18 € |
| Petit Caux | | | | | 38 944,95 € | | | 38 944,95 € |
| Varengeville sur Mer | | | | | | 8 489,71 € | | 8 489,71 € |
| Ville de Dieppe | | | | | | | 6 407,63 € | 6 407,63 € |
| | 1 982 436,22 € | 862 185,53 € | 375 117,77 € | 31 924,60 € | 38 944,95 € | 8 489,71 € | 6 407,63 € | 3 305 506,41 € |

| SYDEMPAD - DOB 2020 | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Récapitualtif des contributions | | | | | | | | |
| | frais de siège | enseignements ordinaires | MAE | EXT MAE | OAE | Théâtre | Academy | Total |
| Dieppe-Maritime | 1 996 027,58 € | 653 521,85 € | 166 579,43 € | 32 278,68 € | | | | 2 848 407,54 € |
| Falaises du Talou | | 68 075,19 € | 113 876,34 € | | | | | 181 951,53 € |
| Terroir de Caux | | 72 613,54 € | 102 112,25 € | | | | | 174 725,79 € |
| Petit Caux | | | | | 36 167,58 € | | | 36 167,58 € |
| Varengeville sur Mer | | | | | | 8 490,00 € | | 8 490,00 € |
| Ville de Dieppe | | | | | | | 7 485,99 € | 7 485,99 € |
| | 1 996 027,58 € | 794 210,58 € | 382 568,02 € | 32 278,68 € | 36 167,58 € | 8 490,00 € | 7 485,99 € | 3 249 742,44 € |
| | 2 649 549,43 € | | | | | | | |

| SYDEMPAD BP 2019 | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| participation en Euro | frais de siège | enseignements ordinaires | MAE | EXT MAE | OAE | Théâtre | Academy | Total |
| Dieppe-Maritime | 1 987 829,87 € | 609 946,63 € | 149 278,96 € | 27 801,19 € | | | | 2 774 856,65 € |
| Falaises du Talou | | 69 292,67 € | 105 260,80 € | | | | | 174 553,47 € |
| Terroir de Caux | | 57 316,16 € | 99 519,30 € | | | | | 156 835,46 € |
| Petit Caux | | | | | 39 826,25 € | | | 39 826,25 € |
| Varengeville sur Mer | | | | | | 8 490,00 € | | 8 490,00 € |
| Ville de Dieppe | | | | | | | 7 485,99 € | 7 485,99 € |
| | 1 987 829,87 € | 736 555,46 € | 354 059,06 € | 27 801,19 € | 39 826,25 € | 8 490,00 € | 7 485,99 € | 3 154 561,83 € |
| | 2 597 776,50 € | | | | | | | |

| SYDEMPAD BP 2018 | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| participation en Euro | frais de siège | enseignements ordinaires | MAE | EXT MAE | OAE | Théâtre | Academy | Total |
| Dieppe-Maritime | 1 939 285,09 € | 547 657,40 € | 135 549,75 € | 27 571,14 € | | | | 2 650 063,38 € |
| Falaises du Talou | | 69 543,80 € | 40 227,67 € | | | | | 109 771,47 € |
| Terroir de Caux | | 50 577,31 € | 36 729,61 € | | | | | 87 306,92 € |
| | | 0,00 € | 51 596,36 € | | | | | 51 596,36 € |
| Petit Caux | | | | | 41 760,43 € | | | 41 760,43 € |
| Varengeville sur Mer | | | | | | 8 489,71 € | | 8 489,71 € |
| | | | | | | | 6 400,00 € | 6 400,00 € |
| | 1 939 285,09 € | 667 778,51 € | 264 103,39 € | 27 571,14 € | 41 760,43 € | 8 489,71 € | | 2 948 988,27 € |

## C-2-2- Subventions recettes de fonctionnement

| | CA 2018 | CA 2019 | Projet CA 2020 | Projet BP 2021 |
|---|---|---|---|---|
| Subventions - ETAT - Drac | 95 000,00 € | 95 000,00 € | 95 000,00 € | 95 000,00 € |
| Subventions - Département | 127 784,00 € | 41 700,00 € | 132 830,00 € | 100 000,00 € |
| Subventions - Région - FEADER | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 40 000,00 € |
| Subventions - Autres organismes | 32 359,19 € | 20 293,07 € | 10 697,33 € | 15 000,00 € |
| Ventes, produits de services | 90 554,99 € | 132 729,64 € | 124 651,70 € | 133 500,00 € |
| Agglo Seine Maritime 100 ans Saint-Saëns | | | | 31 500,00 € |
| Total | 345 698,18 € | 289 722,71 € | 363 179,03 € | 383 500,00 € |

La clôture de l'exercice 2020 devrait nous permettre de constater une baisse des produits des services liée principalement à la crise sanitaire.
Nous prévoyons toutefois des recettes 2021 sur la base du réalisé 2019.
Selon les décisions de « geste » à la rentrée scolaire 2020-2021 par une remise sur la réinscription ou par aucun geste, les recettes pourraient diminuer.

## C-2-3- Tarifs 2020-2021

### Musique

| Frais de scolarité 2020/21 annuels par élève | Dieppe-Maritime[1] | | Falaises du Talou[4] | | Terroir de Caux | | Hors Sydempad[3] |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Cours / Âge | - 26 ans[2] | adulte | - 26 ans[2] | adulte | - 26ans[2] | adulte | tout âge |
| Éveil, atelier découverte et monde sonore | A | | 172.50 € | | 150 € | | 249 € |
| Cours collectifs (FM seule, mao, ateliers jazz,... ) | A | B | 172.50 € | 388 € | 855.47 € FM seule / 300€ Atelier seul | 855.47 € FM seule / 450€ Atelier seul | 375 € |
| Cours instruments «cursus» ou «parcours projet» (1 Instrument + FM + Pratique collective) | B | C | 259 € | 474.50 € | 300 € | 450 € | 642 € |
| Cours instruments «cursus» ou «parcours projet» (2 Instruments + FM + Pratique collective) | C | D | 388 € | 604 € | 300 € | 450 € | 692 € 50€ par instrument supplémentaire |
| Cycle d'orientation professionnelle * 1 Instrument ** 2 Instruments | B * C ** | C * D ** | 259 €* 388 €** | 474.50 €* 604 €** | 300 € | 450 € | 609 € |
| Cycle d'orientation professionnelle (FM seule ou Atelier seul) | A | B | 172.50 € | 388 € | 855.47 € FM seule / 300€ Atelier seul | 855.47 € FM seule / 450€ Atelier seul | 339 € |

[1]Voir correspondance des tarifs A B C D en page 7 | [2]Jusqu'à 25 ans inclus sur présentation d'un justificatif | [3]Hors Sydempad moins 5% pour la 2ème inscription et moins 10% pour la 3ème | [4]Modulation sociale en page 7

3

### Danse

| Frais de scolarité 2020/21 annuels par élève | Dieppe-Maritime[1] | | Falaises du Talou[4] | | Terroir de Caux | | Hors Sydempad[3] |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Cours / Âge | - 26 ans[2] | adulte | - 26 ans[2] | adulte | - 26 ans[2] | adulte | tout âge |
| Initiation | A | | 172.50 € | | 190 € | | 249 € |
| Cursus Ier cycle | B | | 259 € | | 300 € | | 426 € |
| Cursus 2ème cycle | | | 345 € | | | | |
| Cours Hors cursus | | | | | | | |
| De 1 à 2 activités : Hip – Hop, Contemporain, Classique, Pilates, stage | A | | 345 € | 431.50 € | 300 € | 450 € | 249 € |
| A partir de 3 activités : Hip – Hop, Contemporain, Classique, Pilates stage | B | | 431.50 € | 517.50 € | 300 € | 450€ | 249€ |

[1]Voir correspondance des tarifs A B C D en page 7 | [2]Jusqu'à 25 ans inclus sur présentation d'un justificatif | [3]Hors Sydempad moins 5% pour la 2ème inscription et moins 10% pour la 3ème | [4]Modulation sociale en page 7

4

## Classes à horaires aménagés

| Frais d'inscription 2020/21 annuels par élève | | | Dieppe-Maritime[1] | | Falaises du Talou[4] | | Terroir de Caux | | Hors Sydempad[3] |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Cours \ Âge | | | - 26 ans[2] | adulte | - 26ans[2] | adulte | - 26 ans[2] | adulte | tout âge |
| CHAM | Musical | Primaire | Gratuit | | 259 € | | 300 € | | |
| | | Collège | B | | | | | | |
| | Vocal | | A | | | | | | |
| CHAD | | | Gratuit | | | | | | |

## Théâtre

| Frais de scolarité 2020/21 annuels par élève | Dieppe-Maritime[1] | | Falaises du Talou[4] | | Terroir de Caux | | Hors Sydempad[3] |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Cours \ Âge | - 26 ans[2] | adulte | - 26 ans[2] | adulte | - 26 ans[2] | adulte | tout âge |
| Eveil, initiation | A | | 172.50 € | | 150 € | | 249 € |
| Cursus | B | | 259 € | | 300 € | | 357 € |
| Atelier Hors Cursus | A | B | 345 € | 431.50 € | | 450 € | |

[1]Voir correspondance des tarifs A B C D en page 7 | [2]Jusqu'à 25 ans inclus sur présentation d'un justificatif | [3]Hors Sydempad moins 5% pour la 2ème inscription et moins 10% pour la 3ème | [4]Modulation sociale en page 7

5

## Annexes

- **Détail des tarifs par tranche pour les habitants de Dieppe-Maritime**
(Sur présentation du dernier avis d'imposition)

| | Tarif A | Tarif B | Tarif C | Tarif D |
|---|---|---|---|---|
| T1 | De 34.29 € à 57.14€ | De 51.43 € à 85.73 € | De 68.37 € à 114.30 € | De 102.66 € à 171.44 € |
| T2 | De 57.15 € à 80.00 € | De 85.74 € à 120.00 € | De 114.31 € à 160.02 € | De 171.45 € à 240.02 € |
| T3 | De 80.01 € à 97.13 € | De 120.01 € à 145.16 € | De 160.03 € à 196.58 € | De 240.03 € à 293.72 € |
| T4 | De 97.14 € à 125.72 € | De 145.17 € à 188.59 € | De 196.59 € à 251.44 € | De 293.73 € à 377.16 € |
| T5 | De 125.73 € à 160.02 € | De 188.60 € à 234.29 € | De 251.45 € à 314.30 € | De 377.17 € à 474.32 € |
| T6 | De 160.03 € à 194.30 € | De 234.30 € à 285.72 € | De 314.31 € à 388.59 € | De 474.33 € à 582.89 € |

| | Quotient Familial |
|---|---|
| T1 | De 113.56 € à 309.39€ |
| T2 | De 309.40 € à 365.96 € |
| T3 | De 365.97 € à 731.90 € |
| T4 | De 731.91 € à 1097.91 € |
| T5 | De 1097.92 € à 1463.84 € |
| T6 | De 1463.84 € à 1829.80 € et + |

- **Modulation sociale pour les habitants de Falaises du Talou**
(Sur présentation d'un justificatif de la CAF)

| Tranche | Tranche 1 | Tranche 2 | Tranche 3 |
|---|---|---|---|
| Quotient Familial | Entre 0 et 366 € | Entre 366.01 € et 650 € | Supérieur à 650 € |
| Taux | 70 % | 85 % | 100 % |

7

## Location d'instruments

**Pour les moins de 26 ans : 72 €***
**Pour les adultes : 118 €***
**Pour les élèves du monde de arts : 36 €***

## Orchestres ou chorales seuls

**Activité Orchestre : 99 €***

**Activité Chorale : 99 €***

- **Chorale adultes**
- **Chorale enfants**
- **Cœur lyrique**

*Tarifs annuels par élève tous territoires confondus

6

Les tarifs sont établis par chaque collectivité adhérente au SYDEMPAD, entrainant une disparité entre les habitants du Territoire du SYDEMPAD.
A compter de mai 2021, afin d'améliorer l'information aux familles et la gestion des inscriptions, il serait souhaitable que les collectivités déterminent leurs tarifs pour la saison 2021-2022 et les transmettre au SYDEMPAD au plus tard début juin 2021.

## C-3 - Dépenses de fonctionnement

### BUDGET

### Fonctionnement Evolution des dépenses des grands chapitres de 2018 à 2020

| Chapitre | | BP 2018 | BP 2019 | BP 2020 | Projet BP 2021 |
|---|---|---|---|---|---|
| 011 | CHARGES A CARACTERE GENERAL | 296 166,94 € | 396 990,98 € | 374 462,30 € | 416 027 € |
| 012 | CHARGES PERSONNELLES ET FRAIS ASSIMILES | 3 053 973,53 € | 3 209 201,85 € | 3 258 097,88 € | 3 342 545 € |
| 65 | AUTRES CHARGES COURANTES | 26 046,82 € | 29 001,4 € | 47 504,78 € | 57 900 € |

### CA + RAR N

### Fonctionnement Evolution des dépenses des grands chapitres de 2018 à 2020

| Chapitre | | CA 2018 | CA 2019 | Projet CA 2020 |
|---|---|---|---|---|
| 011 | CHARGES A CARACTERE GENERAL | 296 166,94 € | 396 990,98 € | 268 917,3 € |
| 012 | CHARGES PERSONNELLES ET FRAIS ASSIMILES | 3 053 973,53 € | 3 209 201,85 € | 3 171 453,99 € |
| 65 | AUTRES CHARGES COURANTES | 26 046,82 € | 29 001,4 € | 42 443,92 € |

## C-3- 1 - Dépenses de personnel

### C-3-1-1 Masse salariale et répartition de 2018 à 2020 Projection 2021

| | Enseignants | Non enseignants | **Total** |
|---|---|---|---|
| 2018 | 1 996 133 € | 597 023 € | **2 593 156 €** |
| 2019 | 2 058 923 € | 622 223 € | **2 681 146 €** |
| 2020 | 2 026 380 € | 628 390 € | **2 654 770 €** |
| Projet BP 2021 | 2 052 000 € | 684 054 € | **2 736 054 €** |

Les dépenses suivent une augmentation maitrisée par la gestion au plus juste des emplois qui a fait l'objet d'une analyse annuelle afin de pouvoir gérer entre les départs à la retraites et les besoins en recrutement.

Le dernier bilan social de la collectivité en apporte les derniers éléments.

Les grandes lignes directrices pour les trois prochaines années sont en cours de rédaction pour la fin de l'année. Le document qui en découlera précisera les axes majeurs des réflexions en termes d'évolution des ressources humaines de la collectivité et des moyens à mettre en œuvre pour atteindre ses objectifs.

Le SYDEMPAD prévoit une légère progression de la masse salariale, en raison de plusieurs dispositifs légaux :

- Reclassement au 1er janvier 2021 dans le cadre du Protocole sur les Parcours Professionnels, les Carrières et Rémunérations (PPCR)
- Les incidences dues au Glissement Vieillesse Technicité (GVT) issu du déroulement des carrières des agents
- Evolution des effectifs et d'avancements de grade votés pour 2021.

## Masse salariale et répartition prévisions 2021

Augmentation d'environ de 2 % par rapport au BP2019, avec les évènements suivants pour 2021 :

- 2 départs en retraite sont actuellement prévus,
- 1 départ en retraite potentiel mais non déclaré,
- 2 postes sont en cours de recrutement pourvus par recrutement externe (intégrés dans la prévision 2021) :
  - Danse : ½ poste d'assistant d'enseignement artistique,
  - Formation Musicale : ½ poste d'assistant d'enseignement artistique
- 2 contrats aidés seront intégrés en tant agents territoriaux administratif et technique,
- 2 contrats aidés seront renouvelés,
- des CDD seront à renouveler à la rentrée scolaire 2021-2022 selon les besoins dans la filière culturelle,
- Rupture conventionnel 1 agent,
- Projet CPEES, avec le recrutement d'1 enseignant pour sa mise en place + les enseignants présents avec des heures supplémentaires,

  Ce projet devrait être subventionné en tout ou partie par la Région.

## C-3-1-2- Structure des effectifs au 01/01/2021

| ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/2021<br>SYD - SYDEMPAD | 1/1 |
|---|---|

| GRADES OU EMPLOIS | CATEGORIES | EMPLOIS BUDGETAIRES | | | EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS COMPLET | EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS NON COMPLET | TOTAL | AGENTS TITULAIRES | AGENTS NON TITULAIRES | TOTAL |
| FILIERE ADMINISTRATIVE (a) | | 10.00 | 0.00 | 10.00 | 7.86 | 2.00 | 9.86 |
| Attaché | A | 1.00 | 0.00 | 1.00 | 0.00 | 1.00 | 1.00 |
| Attaché Principal | A | 1.00 | 0.00 | 1.00 | 1.00 | 0.00 | 1.00 |
| Rédacteur | B | 1.00 | 0.00 | 1.00 | 1.00 | 0.00 | 1.00 |
| Rédacteur Principal de 2ème Classe | B | 1.00 | 0.00 | 1.00 | 1.00 | 0.00 | 1.00 |
| Adjoint administratif territorial | C | 5.00 | 0.00 | 5.00 | 4.00 | 1.00 | 5.00 |
| Adjoint administratif territorial principal de 2e | C | 1.00 | 0.00 | 1.00 | 0.86 | 0.00 | 0.86 |
| FILIERE TECHNIQUE (b) | | 3.00 | 2.00 | 5.00 | 2.71 | 2.20 | 4.91 |
| Adjoint Technique 2ème Classe | C | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.63 | 0.63 |
| Adjoint technique territorial | C | 1.00 | 0.00 | 1.00 | 1.00 | 0.00 | 1.00 |
| Adjoint technique territorial principal de 2e clas | C | 2.00 | 2.00 | 4.00 | 1.71 | 1.57 | 3.28 |
| FILIERE CULTURELLE (c) | | 41.00 | 22.00 | 63.00 | 43.32 | 11.35 | 54.67 |
| Professeur E.E.A. Classe Normale | A | 15.00 | 6.00 | 21.00 | 17.49 | 1.06 | 18.55 |
| Professeur E.E.A. Hors Classe | A | 4.00 | 1.00 | 5.00 | 4.25 | 0.00 | 4.25 |
| Assistant d'Enseignement Artistique | B | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.60 | 0.60 |
| Assistant Enseignement Artistique Principal 1 | B | 12.00 | 10.00 | 22.00 | 14.73 | 3.00 | 17.73 |
| Assistant Enseignement Artistique Principal 2 | B | 10.00 | 5.00 | 15.00 | 6.85 | 6.69 | 13.54 |
| EMPLOIS NON CITES (d) | | 0.00 | 1.00 | 1.00 | 0.04 | 2.14 | 2.18 |
| agent administratif | | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 1.00 | 1.00 |
| agent d'entretien des locaux | | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 1.14 | 1.14 |
| Contractuel Horaire | | 0.00 | 1.00 | 1.00 | 0.04 | 0.00 | 0.04 |
| TOTAL GENERAL (a+b+c+d) | | 54.00 | 25.00 | 79.00 | 53.93 | 17.69 | 71.62 |

## C-3-1-3- Subventions de fonctionnement aux associations

COmité Social fonctionnaires territoriaux – COS ville de Dieppe

| ARTICLE 6574 | CA 2018 | CA 2019 | Projet CA 2020 | Projet BP 2021 |
|---|---|---|---|---|
| COS | 26 046,82 € | 29 000,00 € | 31 071,23 € | 33 500 € |

L'article 9 de la loi du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, modifié par la loi du 2 février 2007, dessine les contours de l'action sociale.

Celle-ci vise *« à améliorer les conditions de vie des agents publics et de leurs familles, dans les domaines de la restauration, du logement, de l'enfance et des loisirs, ainsi qu'à les aider à faire face à des situations difficiles »*. Les prestations versées aux agents au titre de l'action sociale peuvent être individuelles ou collectives.

Cette disposition précise que *« sous réserve des dispositions propres à chaque prestation, le bénéfice de l'action sociale implique une participation du bénéficiaire à la dépense engagée. Cette participation tient compte, sauf exception, du revenu du bénéficiaire et de sa situation familiale. »*

Les collectivités territoriales et leurs établissements publics sont dans l'obligation d'offrir à leurs personnels des prestations d'action sociale.
Les collectivités locales et leurs établissements publics décident librement des modalités de mise en œuvre de l'action sociale.
Ainsi, les collectivités locales et leurs établissements publics peuvent avoir recours, par exemple, à une amicale du personnel ou à un comité d'œuvres sociales (COS).
**En 2021, le COS de la Ville de Dieppe demande une subvention de 33 500 euros.**

## C-4- Section d'investissement

### C-4-1- Dettes

Le SYDEMPAD n'a aucune charge financière en cours depuis 2018.

### C-4-2- Recettes d'investissement

| 10 Dotations, fonds divers et réserves | CA 2018 | CA 2019 | Projet CA 2020 | Projet BP 2021 |
|---|---|---|---|---|
| FCTVA | 0,00 € | 19 162,84 € | 24 753,61 € | 20 500 € |

### C-4-3 - Dépenses réelles d'investissement

| | | CA 2018 | CA 2019 | Projet CA 2020 | Projet BP 2021 |
|---|---|---|---|---|---|
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf le 204) | 1 726,14 € | 1 691,70 € | 4 567,80 € | 4 200 € |
| 21 | Immobilisations corporelles | 93 299,46 € | 127 283,77 € | 82 712,89 € | 166 416 € |
| 2181 | Installations générales, agencements et aménagement | | 742,80 € | 0,00 € | 5 000 € |
| 2183 | Matériel de bureau et matériel informatique | 9 092,13 € | 2 651,32 € | 22 480,29 € | 33 000 € |
| 2184 | Mobilier | 1 608,06 € | 6 903,54 € | 0,00 € | 3 000 € |
| 2188 | Autres immobilisations corporelles | 82 599,27 € | 112 362,34 € | 60 232,60 € | 125 416,00 € |
| | Total | 95 025,60 € | 128 975,47 € | 87 280,69 € | 170 616 € |

## C-5- Programmation des investissements de la collectivité

## Principaux investissements réalisés de 2018 à 2020

| | CA 2018 | CA 2019 | Projet CA 2020 | Projet BP 2021 |
|---|---|---|---|---|
| **Achats instruments** | 24 000,00 € | 40 000,00 € | 20 000,00 € | 54 050,00 € |
| **Equipements Audito** | 25 000,00 € | 25 000,00 € | 20 000,00 € | 25 000,00 € |
| **Total** | **49 000,00 €** | **65 000,00 €** | **40 000,00 €** | **79 050,00 €** |

En 2021, principaux investissements prévus

| | | |
|---|---|---|
| 2184 | 750,00 € | ETAGERE BIBLIOTHEQUE |
| 2183 | 2 800,00 € | INSTALLATION VMC cegelec |
| 2183-11006 | 14 903,58 € | Réseau tél (report) |
| 2183-11006 | 1 000,00 € | Applications ADM |
| 2183-11006 | 7 600,00 € | 2 ordi profs 2021/macbookpro/garantie/ordinateur DAC/ecran DAC/appareil photo/1 ordi scolarite/fournitures/ |
| 2188-1106 | 25 000,00 € | REGIE - travaux total 75000 euros |
| 2188-1106 | 19 050,00 € | instr de musique CRD |
| 2188-1106 | 31 000,00 € | marimba |
| 2188-1106 | 4 000,00 € | instr de musique EAE |
| 2188-1106 | 3 500,00 € | partitions CRD |
| 2188-1106 | 500,00 € | partitions EAE |
| 2188-1106 | 6 000,00 | communication |
| 2188 | 500,00 € | MACHINE A LAVER |
| 2188 | 2 500,00 € | AUTOLAVEUSE |
| 2051 | 600,00 € | parapheur électronique+clé délégation |
| 2051 | 500,00 € | TELETRANSMISSION JVS |

## C-5- Programmation des investissements de la collectivité

## Principaux investissements réalisés de 2018 à 2020

| | CA 2018 | CA 2019 | Projet CA 2020 | Projet BP 2021 |
|---|---|---|---|---|
| **Achats instruments** | 24 000,00 € | 40 000,00 € | 20 000,00 € | 54 050,00 € |
| **Equipements Audito** | 25 000,00 € | 25 000,00 € | 20 000,00 € | 25 000,00 € |
| **Total** | **49 000,00 €** | **65 000,00 €** | **40 000,00 €** | **79 050,00 €** |

En 2021, principaux investissements prévus

| | | |
|---|---|---|
| 2184 | 750,00 € | ETAGERE BIBLIOTHEQUE |
| 2183 | 2 800,00 € | INSTALLATION VMC cegelec |
| 2183-11006 | 14 903,58 € | Réseau tél (report) |
| 2183-11006 | 1 000,00 € | Applications ADM |
| 2183-11006 | 7 600,00 € | 2 ordi profs 2021/macbookpro/garantie/ordinateur DAC/ecran DAC/appareil photo/1 ordi scolarite/fournitures/ |
| 2188-1106 | 25 000,00 € | REGIE - travaux total 75000 euros |
| 2188-1106 | 19 050,00 € | instr de musique CRD |
| 2188-1106 | 31 000,00 € | marimba |
| 2188-1106 | 4 000,00 € | instr de musique EAE |
| 2188-1106 | 3 500,00 € | partitions CRD |
| 2188-1106 | 500,00 € | partitions EAE |
| 2188-1106 | 6 000,00 | communication |
| 2188 | 500,00 € | MACHINE A LAVER |
| 2188 | 2 500,00 € | AUTOLAVEUSE |
| 2051 | 600,00 € | parapheur électronique+clé délégation |
| 2051 | 500,00 € | TELETRANSMISSION JVS |

## Programmes investissement sur 3 ans :

En 2021, le SYDEMPAD commence un programme d'investissement concernant l'amélioration du l'Auditorium. Ce projet s'effectuera sur 3 ans pour un montant total de 75 000 euros.

La programmation pluriannuelle ne concerne que des achats conséquents pour des instruments de musique, et pour l'amélioration de la qualité technique et de sécurité de l'auditorium.

La difficulté d'établir davantage de plan pluriannuel en investissement réside dans le fait de la nature même de la collectivité : l'enseignement. Collectivité, qui par ailleurs, n'est pas propriétaire de ses bâtiments. Ces bâtiments sont mis à disposition par l'Agglomération Dieppe-Maritime.

## Conclusion

**Ce sera un budget 2021 qui aura la volonté de maîtriser les coûts tout en développant les moyens pour réaliser le futur projet d'établissement et les investissements nécessaires à son développement.**

**Le Président du SYDEMPAD**
**Guy SENECAL**

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
SYDEMPAD